Le “ syndicalisme de base ” dans l’Argentine kirchneriste. Une autonomie en question

Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cato, Pierre Rouxel

▶ **To cite this version:**

Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cato, Pierre Rouxel. Le “ syndicalisme de base ” dans l’Argentine kirchneriste. Une autonomie en question. Cahiers des Amériques Latines, 2017, 86, pp.71-87. 10.4000/cal.8360 . hal-01777871

HAL Id: hal-01777871

https://univ-rennes.hal.science/hal-01777871

Submitted on 21 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Cahiers des Amériques latines

86 | 2017
Syndicalismes et gouvernements progressistes

Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste. Une autonomie en question

El sindicalismo de base en la Argentina kirchnerista: la autonomía en disputa

The shop-floor unionism in kirchnerist Argentina: the autonomy in dispute

Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cató et Pierre Rouxel

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cal/8360
DOI : 10.4000/cal.8360
ISSN : 2268-4247

Éditeur
Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2017
Pagination : 71-87
ISBN : 978-2-37154-113-9
ISSN : 1141-7161

Ce document vous est offert par Université Rennes 1

Référence électronique
Santiago Duhalde, Juan S. Montes Cató et Pierre Rouxel, « Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste. Une autonomie en question », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 86 | 2017, mis en ligne le 01 février 2018, consulté le 21 juin 2018. URL : http://journals.openedition.org/cal/8360 ; DOI : 10.4000/cal.8360

Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Santiago Duhalde [*], Juan S. Montes Cato [**] et Pierre Rouxel [***]

Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste

Une autonomie en question

Le contexte latino-américain du début du XXIe siècle apporte avec lui des interrogations renouvelées quant au rôle des organisations syndicales sous des gouvernements progressistes. Tout en assurant une gestion respectueuse de l'économie de marché, ces derniers ont introduit dans la région des changements d'intensité variable qui questionnent différents piliers du modèle néolibéral d'organisation de la société jusqu'alors dominant à l'échelle du continent. L'État a retrouvé un rôle de protagoniste central, s'appropriant dans certains cas les rentes extraordinaires ou nationalisant des entreprises. Des tentatives de régulation du marché sont apparues, tandis que la carte des alliances économiques s'est progressivement redessinée à l'échelle de la région. La vitalité démocratique s'est renforcée, ici par le recours à des référendums populaires, là par l'augmentation marquée de dispositifs de participation citoyenne. Plus généralement, il s'opère une revalorisation de la politique comme enjeu d'action collective et vecteur de changement. En Argentine, le mouvement syndical a joué dans ce panorama un rôle significatif à partir de 2003, avec le retour au premier plan et l'intégration politique des principaux responsables syndicaux, sous l'effet combiné de la réactivation de la négociation collective impulsée par le gouvernement de Nestor Kirchner (2003-2007), de l'augmentation des niveaux de conflictualité du travail et

* Conicet.
** Conicet.
*** Arènes, université Rennes 1.

d'une dynamique du marché du travail marquée par une forte diminution du chômage et une hausse des niveaux d'activité. Prolongeant les études en sciences sociales du syndicalisme argentin principalement centrées sur l'action des organes de direction, certains auteurs ont montré comment s'opère sous le gouvernement de Nestor Kirchner une refondation « néocorporatiste segmentée » du modèle syndical, dans le sens d'un rôle accru des *leaders* syndicaux représentant les travailleurs déclarés [Etchemendy et Collier, 2008]. Par ailleurs, et *a contrario*, dans les années 2000 se sont multipliées les analyses portant la focale sur des conflits dans les espaces productifs – notamment industriels –, dans leur majorité impulsés par des militants syndicaux « de base », renouant avec une tradition ouvrière de lutte et de politisation des syndicalistes [Basualdo, 2010].

De ces travaux ressort une représentation duale du champ syndical, entre des directions intégrées dans la coalition gouvernementale au pouvoir et des luttes syndicales diffuses dans des entreprises, souvent en rupture avec les structures des organisations. Ces lectures médiatiques et universitaires contribuent à consolider le « syndicalisme de base » comme un pôle autonome du champ syndical, doté de sa propre base sociale – principalement les jeunes générations –, mais aussi de ses propres répertoires d'action (recours à l'assemblée générale, grève, coupure d'axes routiers, etc.), savoir-faire militants et modes de légitimité, reposant sur des solidarités pratiques nouées dans les routines professionnelles. À partir d'une enquête ethnographique dans une commune du couloir industriel du nord de Buenos Aires, l'article propose de nuancer cette représentation unifiée des luttes syndicales, en les envisageant comme un ensemble hétéroclite d'expériences qui adoptent des formes et des modalités d'action variables, suivant les configurations professionnelles localisées dans lesquelles elles s'inscrivent. Par-delà une orientation commune envers la revendication d'un renouvellement et d'une démocratisation du mouvement syndical, le développement de cette conflictualité ouvrière ne peut être réduite à la formation d'un pôle autonomisé et homogène, organisé de façon indépendante aux structures syndicales existantes. Dès lors, l'article suggère que la période Kirchner se caractérise centralement par une recrudescence des luttes internes au champ syndical : en même temps qu'elles se sont trouvées politiquement confortées, les directions syndicales ont vu les tensions et les contestations augmenter au sein de leurs organisations. En se plaçant du point de vue des collectifs syndicaux « de base », on observe alors la concomitance de logiques d'autonomisation mais aussi de stratégies visant à consolider leurs positions organisationnelles, dessinant des configurations d'engagement variables selon les rapports de pouvoir propres à chaque syndicat.

Un tel examen conduit à discuter l'usage des catégories d'autonomie et de cooptation pour qualifier les acteurs du champ syndical – ici les bases combatives et mobilisées, là les directions « bureaucratisées » liées au pouvoir politique –, et ce

faisant permet d'éclairer « par le bas » les avancées et les limites du renouvellement du mouvement ouvrier et syndical au cours des dernières années. La focalisation sur le couloir industriel de la zone nord du grand Buenos Aires comporte à cet égard une dimension heuristique, dans la mesure où l'on y retrouve la concentration d'usines la plus importante du pays et, regroupés sur une portion réduite du territoire, plus de 10 000 ouvriers d'industrie. Dans la période récente, ce couloir s'est affirmé comme un lieu de développement important du « syndicalisme de base ». Loin de constituer uniquement le support de l'action, le territoire devient une préoccupation et un objet de réflexion dans les pratiques syndicales, ce qui se traduit suivant une double orientation, à la fois comme lieu de mise en œuvre des pratiques politiques originales et espace de recompositions de solidarités et de réseaux syndicaux alternatifs.

Pour étayer ces processus, nous nous appuyons sur une enquête de terrain menée depuis 2015 et reposant sur des entretiens et sur le suivi ethnographique de deux collectifs syndicaux. Dans un premier temps, nous précisons brièvement le cadre socioprofessionnel dans lequel s'inscrivent ces expériences syndicales, en soulignant certaines tendances et contradictions de l'étape kirchneriste. Puis, nous analysons de façon dialectique les relations entre le développement industriel et territorial de la zone nord et les stratégies syndicales, à partir des deux collectifs étudiés. Enfin, nous proposons des éclairages quant aux marges d'autonomie de ces bases syndicales, leurs rapports aux structures organisationnelles et les possibilités de renouvellement de ces dernières à partir d'une légitimité recueillie et construite au fil du temps sur les lieux de travail.

Le syndicalisme de base à l'aune des continuités et des ruptures avec la période néolibérale

Après la profonde crise politique et socio-économique du modèle néolibéral en 2001-2002, l'Argentine voit l'arrivée d'un gouvernement qui adopte, dès son origine, différentes politiques d'orientation progressiste. Cela concerne divers domaines de l'action publique : politique de droits de l'homme, demandée par les organisations sociales, mettant fin aux lois d'impunité pour les crimes commis lors de la dernière dictature militaire (1976-1983) ; rééchelonnement de la dette avec les organismes internationaux de crédit, afin de récupérer des marges de souveraineté pour développer des politiques économiques autonomes ; sur le plan judiciaire, refondation de la Cour suprême de justice, délégitimée et qualifiée de corrompue pour ses agissements et décisions lors de la décennie 1990. Favorisé par la dévaluation de la monnaie nationale en 2002 et les taux de change qui en découlent, le projet économique s'appuie quant à lui sur l'exportation de produits agro-industriels – et, de façon corollaire, l'entrée de devises – avec l'objectif d'initier un nouveau cycle historique de développement du marché interne et d'industrialisation par substitution

des importations, renouant ainsi avec des processus observés dans les décennies 1930-1940. De cette façon, le marché du travail retrouve un certain dynamisme. En 2002, la contraction de l'économie est telle que le taux de chômage s'élève à 21%, le salaire réel ayant par ailleurs diminué de 34% à la suite de la dévaluation du peso [Cepal, 2007]. Cependant, dès 2003 et jusqu'en 2007, la croissance du PIB s'élève à des niveaux de 9% par an et la reprise économique entraîne une baisse rapide du chômage, qui atteint 8,5% en 2007.

Sur le plan de la législation du travail, le gouvernement fait adopter des textes de loi prévoyant, entre autres choses, la réduction de la période d'essai des salariés à trois mois sans possibilités d'extension, le rétablissement de la hiérarchie des normes et des dispositions de niveau supérieur si celles-ci s'avèrent plus favorables au salarié, la garantie d'une imprescriptibilité des conventions collectives, ou encore l'augmentation des indemnités de licenciement. Par ailleurs, des lois viennent renforcer les droits dans des secteurs professionnels aux activités historiquement peu régulées, comme les travailleurs ruraux ou les employés domestiques. Le gouvernement contribue également au développement de la négociation collective – institution tombée presque en désuétude –, avec l'objectif de favoriser une augmentation du salaire réel [Palomino et Trajtemberg, 2006]. Pour parvenir à cette fin, le pouvoir exécutif, renouant avec une fonction historique, s'affirme comme un acteur central des relations professionnelles et, dans un contexte de mobilisations syndicales et de forte croissance de la demande, pousse les chambres patronales à s'engager dans des processus de négociations. Les effets sont palpables : en 2002, ce sont 208 accords et conventions collectives qui sont homologués par le ministère du Travail, alors qu'en 2010 ce nombre dépasse les 1600, avant une baisse sensible en 2013 [Direccion de Estudios de Relaciones del Trabajo, 2014]. Sur le plan salarial et sur la base des niveaux observés en 2003, on assiste à une hausse généralisée du salaire réel de 23,7% en 2006 et de 71,5% en 2013 [Subsecretaría de Programación Técnica y Estudios Laborales, 2014], le partage de la valeur ajoutée entre employeurs et salariés en 2012 tendant alors à s'équilibrer sensiblement après plus de trois décennies de nette domination du capital.

Le gouvernement de Nestor Kirchner instaure ainsi les conditions pour l'expression des demandes économiques et professionnelles, à la fois « par le haut » et « par le bas ». D'un côté, la promotion active de la négociation collective tend à renforcer les organes de direction des principaux syndicats – les seuls légalement habilités pour la négociation de conventions et d'accords collectifs –, pour la plupart regroupés au sein de la confédération CGT, acteur incontournable de la coalition gouvernementale jusqu'en 2011. De l'autre, une plus grande liberté et visibilité politique est donnée à certains conflits dans les espaces de travail, menés par des délégués syndicaux et qui commencent à se développer avec l'objectif de récupérer des droits perdus au cours de la décennie antérieure [Montes Cato, Lenguita et Varela, 2010]. Cette tendance au resurgissement d'un syndicalisme

de base s'est par ailleurs vue favorisée, entre autres dimensions, par une série de décisions judiciaires qui étendent les garanties dont jouissent les militants *de fait,* ne bénéficiant pas de l'appui formel d'une organisation syndicale. En ce sens, la Cour suprême – l'organe juridictionnel le plus élevé en Argentine – prononce une série d'arrêts où est stipulée la possibilité d'élire en tant que délégué syndical des individus n'appartenant pas nécessairement à une organisation représentative. En complément de cette décision, en 2009 et sur la base d'arrêts successifs rendus par des juridictions de niveau inférieur enclines à développer les droits des travailleurs, la Cour étend les limites du statut protégé à l'ensemble des délégués, quel que soit leur syndicat, les préservant de cette façon de pratiques anti-syndicales des employeurs, à qui il est désormais interdit de suspendre, licencier ou modifier les conditions de travail des représentants du personnel sans autorisation judiciaire. En favorisant la formation d'un espace légal garantissant la libre expression syndicale dans les lieux de travail, ces arrêts ont des conséquences concrètes sur la consolidation de syndicats existants mais aussi sur des expériences de lutte en gestation [Ventrici, 2012]. De par la remise en cause qu'ils portent de certains piliers du modèle argentin de représentation syndicale, ces deux arrêts peuvent être envisagés comme la cristallisation institutionnelle d'un processus sous-jacent de recomposition des formes de représentation directe des salariés dans les espaces de travail.

Ainsi appuyé par certaines orientations du pouvoir politique et de l'appareil d'État, le développement d'un syndicalisme de base doit cependant être également envisagé à l'aune de la structuration du marché du travail et des formes de continuité avec la période néolibérale, au-delà des ruptures que la rhétorique gouvernementale a pu contribuer à établir. En effet, les indicateurs économiques précédemment mentionnés reposent sur des calculs tenant compte exclusivement des travailleurs salariés déclarés. Or, malgré une diminution de 46 à 35 % de la population active entre 2005 et 2010, le taux de travailleurs informels s'est maintenu à partir de cette date autour de ce même niveau [Ministerio de Trabajo de la Nación, 2013]. Autrement dit, au cours de la période, c'est environ un tiers des travailleurs salariés qui reste en marge des négociations salariales impulsées par le gouvernement, tout en étant exclus des principales réformes en matière de droit du travail. De larges franges des classes populaires ont ainsi fait l'expérience de l'alternance entre des périodes d'emploi stable et des expériences parfois durables, sinon permanentes, de travail non déclaré et de précarité professionnelle. En ce sens, les politiques menées par le gouvernement et les principaux syndicats échouent largement à diminuer de façon drastique la situation d'instabilité et de précarité consolidée au cours de la décennie néolibérale de 1990. Ces limites conduisent, entre autres choses, à la formation en 2011 de la *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular* (CTEP), une organisation regroupant l'ensemble des employés informels ou en situation de vulnérabilité,

dont l'existence même constitue un indicateur des contradictions du modèle de développement argentin au cours de la période récente.

De la même façon, la rupture avec la période néolibérale s'avère parfois ténue dans les pratiques professionnelles, celles-ci continuant d'être marquées par diverses formes de flexibilité, principalement en ce qui concerne l'organisation et les conditions de travail [Delfini, Drolas et Montes Cato, 2012], mais aussi du fait des entorses aux dispositions légales qui perdurent dans les entreprises, suivant des formes variables et en fonction des rapports de force localisés. De ce fait, le syndicalisme de base recouvre des formes et des modalités d'action hétérogènes et spécifiques, correspondant aux particularités des contextes professionnels (continuités et ruptures avec la période néolibérale, formes de contrôle social et de répression patronale, etc.). À cet égard, deux configurations distinctes de l'activisme syndical sont à distinguer : la profonde et parfois brutale recomposition de certains syndicats ancrés de longue date dans les usines et la constitution dans d'autres entreprises de syndicats, jusqu'alors inexistants, du fait de la trajectoire récente d'implantation dans le pays ou de l'héritage de la période néolibérale. Les cas analysés ici reprennent cette double configuration et s'intéressent à des usines de la commune de General Pacheco – à une trentaine de kilomètres au nord de Buenos Aires –, appartenant respectivement au secteur de l'abattage et de la production de viande bovine, où la présence syndicale est ancienne, et au secteur chimique, où les activités syndicales se sont développées de façon bien plus récente. Dans chacune des deux usines, de durs conflits conduisent à l'affirmation au milieu des années 2000 de nouvelles équipes syndicales s'appuyant sur des solidarités pratiques ancrées dans le quotidien professionnel et affichant leurs oppositions vis-à-vis des formes en vigueur de représentation des salariés. Les prochains développements permettront de préciser les pratiques et les contours de l'action de ces collectifs et d'identifier les rapports différenciés qu'ils entretiennent à l'égard de leurs fédérations respectives.

Le territoire dans l'action syndicale ou la construction de pratiques autonomes

La conflictualité syndicale dans ces entreprises s'inscrit dans des dynamiques territoriales, concentrées dans le couloir industriel au nord de Buenos Aires. Celui-ci compte divers pôles dynamiques comme ceux de General Pacheco, mais aussi Pilar ou, plus au nord, Zarate-Campana. Si l'on se replace dans une perspective historique, la formation de ces districts a produit de profonds effets transformateurs sur les territoires environnants, notamment à travers les processus de reconversion des structures productives locales et l'implantation de grandes entreprises multinationales, de façon intensive dans les années 1990. En répondant aux attentes et aux demandes (fiscales, foncières, etc.) des grands capitaux

internationaux – accompagnés d'entreprises sous-traitantes et/ou de prestataires de service intégrés à la chaîne de production –, certains territoires se sont affirmés comme les « gagnants » de ces processus. Ces stratégies de positionnement du capital se sont faites en accord avec un objectif de formation de nœuds productifs éloignés des grands centres urbains, avec lesquels ils se connectent à travers de grandes voies de communication – en l'occurrence l'autoroute panaméricaine. Aussi, le développement de ces industries n'est pas directement lié à la main-d'œuvre disponible et aux logiques démographiques qui président dans ces espaces [Delfini, Montes Cato et Spinosa, 2016], ce qui est recherché se situe ici bien plus dans une connexion aux marchés régionaux – particulièrement le Mercosur –, la capitalisation sur des avantages fonciers mais aussi la faible tradition ouvrière de lutte en termes relatifs[1]. Si de nombreuses entreprises ont réussi dans les années 1990 à discipliner la parole ouvrière, la croissance de la population ouvrière et sa concentration a également favorisé le développement de formes d'organisation et d'intervention syndicale qui parviennent, sinon à contrer, à retourner partiellement cette stratégie, en s'appuyant sur un ancrage territorial et des ressources sociales localisées que l'étude des trajectoires des collectifs et des militants permet de restituer.

Couplées aux logiques de concentration économique, les dynamiques d'urbanisation – et notamment la multiplication de résidences privées à destination des ménages aisés – favorisent un approfondissement des formes de ségrégation et d'enclavement des territoires populaires qui concentrent les problèmes sociaux en même temps qu'ils contribuent à façonner les existences populaires. Ces dynamiques encouragent notamment une circulation des répertoires d'action et une certaine perméabilité des scènes d'engagement, observables lors des conflits dans des usines. À cet égard, celui qui secoue un abattoir entre 2003 et 2004 dans un quartier de Pacheco est paradigmatique. Initié suite au licenciement d'un salarié pressenti pour devenir délégué syndical, il consiste en une grève des salariés, marquée par la coupure des voies d'accès à l'usine, avec l'appui d'organisations *piqueteras* et suivant des modes d'action expérimentés quelques années auparavant par les jeunes salariés dans les quartiers environnants. Le conflit se diffuse et prend de l'ampleur notamment *via* l'activation de réseaux localisés d'interconnaissance et l'investissement de lieux – place publique, maison d'un militant reconnu – qui le rendent visible. Quelques années plus tard, la base

1. Historiquement, la zone sud du grand Buenos Aires et, dans une moindre mesure, la zone ouest sont les lieux de concentration des principales usines et du développement du mouvement ouvrier organisé. Son âge d'or est généralement associé au processus de substitution des importations impulsé progressivement en 1930, approfondi à partir de 1945 et poursuivi jusqu'à la décennie 1970, moment où la conjoncture internationale et le coup d'État militaire de 1976 commencent à modifier la matrice productive de la région. Ces zones ont alors vu leur importance diminuer en termes de dynamique industrielle par rapport à la zone nord, qui, à partir des décennies 1970-1980 et plus profondément dans les années 1990, s'affirme comme le district le plus dynamique, concentrant divers nœuds productifs d'importance.

militante formée à l'occasion du conflit remporte les élections dans l'usine voisine et prend le contrôle de la section syndicale. À partir de cette date, les militants ont recours à l'assemblée comme mode de fonctionnement routinier, ce qui renforce rapidement leur légitimité comme le souligne ce délégué[2] :

> « Ceux qui nous suivaient le plus facilement, c'étaient les jeunes qui avaient traversé toute la période de l'explosion sociale de 2001, qui l'avaient vécue dans la rue, avec des gens comme nous. Donc par exemple quand tu disais *piquete*, assemblée, ça évoquait des trucs que tu voyais dans le quartier dans n'importe quel restaurant communautaire géré par un mouvement *piquetero*. Et c'était ces jeunes qui allaient prendre le déjeuner là-bas. Bref, quand on est apparus en 2008, on parlait un langage qui n'était pas nouveau. »

Comme le suggère ce témoignage, nombre de militants s'est investi dans des formes d'action collective au niveau de leurs espaces de résidence dans le contexte des luttes sociales du tournant des années 2000, et notamment dans les assemblées de quartier, l'accompagnement de mouvements *piqueteros*, voire la participation aux *saqueos* qui traversent la banlieue de Buenos Aires fin 2001. Par ailleurs, l'ancrage local et la densité des réseaux d'interconnaissances permettent aussi, sur un mode synchronique, une diffusion des dynamiques d'engagement entre différentes usines et, plus largement, une circulation et des échanges autour de pratiques syndicales – autour par exemple de la systématisation de l'assemblée générale comme fonctionnement routinier des collectifs syndicaux –, ainsi que des mobilisations communes en diverses occasions.

La concentration de ces expériences dans un périmètre géographique circonscrit et structuré autour de l'activité industrielle façonne par ailleurs des représentations du territoire et favorise une réflexion syndicale sur cet espace qui se traduit par une extension progressive des mobilisations et des enjeux appropriés par les collectifs. Si l'on s'intéresse à la pluralité des expériences sociales des militants, dans une perspective tant diachronique que synchronique, on s'aperçoit que – sans se résumer au *moment* politique de 2001-2002 –, la participation collective au niveau du quartier joue un rôle dans la définition des contours de l'action syndicale. Elle est repérable en filigrane dans les trajectoires des individus, allant de pratiques informelles comme la gestion et la mise en place collective d'un réseau d'eau potable en réaction à l'inaction des pouvoirs publics à l'investissement, parfois à un âge plus jeune, dans des structures comme les *sociedades de fomento*, survivance d'une tradition d'organisation des classes populaires autour de leur quartier et lieu de vie [Romero et Gutierrez, 1989]. Ces préoccupations pour le territoire trouvent dans la pratique syndicale une traduction alternativement informelle ou plus institutionnalisée, suivant les types de ressources dont disposent les collectifs. Certains

2. Interviewé à Pacheco en février 2016.

d'entre eux sont ainsi partie prenante de mobilisations liées à des enjeux d'habitat et de cadre de vie – autour par exemple de l'inondation de certains quartiers liée à l'urbanisation galopante –, ou de violences institutionnelles – contre la répression policière notamment. À cet égard, une réalisation singulière et originale est le fait de syndicalistes d'une usine chimique de Pacheco qui en 2010 ouvre dans le quartier voisin un centre culturel proposant diverses activités aux habitants du quartier et notamment des formations pour adultes ou jeunes déscolarisés.

Si l'entrelacement entre les scènes sociales dans ces quartiers populaires joue un rôle déterminant, l'exemple de ce centre culturel montre que les formes adoptées par ces investissements territoriaux sont à appréhender en lien avec l'insertion dans l'espace des mouvements sociaux des collectifs et des militants les plus actifs. Les rencontres et les réseaux qui s'y constituent offrent différentes perspectives d'action, progressivement infusées parmi les salariés des usines et des collectifs syndicaux. Aussi, dans l'abattoir, les enjeux investis par la section syndicale s'articulent aux pratiques d'une petite organisation trotskiste qui effectue depuis plusieurs décennies un travail de mobilisation territoriale et à laquelle appartiennent quelques militants syndicaux. Dans le cas de l'usine chimique, l'ouverture en 2010 d'un centre culturel dans le quartier voisin est liée aux contacts établis par un des militants à l'occasion du conflit fondateur pour la reconnaissance du fait syndical dans l'entreprise avec le mouvement d'éducation populaire des *Bachilleratos Populares*, né au tournant des années 2000 autour de la formulation d'un projet politique et pédagogique alternatif [Costas et Sverdlick, 2007]. Ces articulations avec une large gamme de mouvements sociaux et les formes hybrides et originales d'investissement des groupes syndicaux qui en découlent accompagnent l'affirmation d'une autonomie – le centre culturel fonctionne de façon revendiquée suivant des principes d'autoorganisation et d'autofinancement – et d'une reformulation des contours de l'action syndicale. En effet, la défense des intérêts des salariés de l'usine et la revendication d'une refondation des formes de représentation ouvrière, formulées avec vigueur dans les deux expériences évoquées, se voient complétées d'une rhétorique de classe qui met en avant une communauté d'intérêts à l'ensemble des groupes populaires et vise au dépassement de leur fragmentation actuelle. En rupture avec les discours politiques et syndicaux dominants, ces pratiques originales contribuent à faire localement des collectifs syndicaux des acteurs centraux de l'espace des mouvements sociaux.

En deçà et au-delà de l'autonomie et de la cooptation, des rapports de force syndicaux renouvelés

Ces pratiques politico-syndicales ne conduisent pas pour autant à une mise à distance de la question des structures syndicales et de leur renouvellement.

Localement, les tentatives de constitution de fronts interprofessionnels et d'unification du syndicalisme de base restent balbutiantes et peinent à déboucher sur des mobilisations. Si ces difficultés renvoient à des tensions organisationnelles relatives aux dynamiques du champ partisan et plus précisément de la gauche radicale – une dimension ici mise de côté –, elles reposent également sur la faiblesse des ressources disponibles que la structuration du modèle syndical tend à concentrer dans les fédérations[3]. Aussi, dans les deux cas étudiés comme dans d'autres, la réactivation syndicale se caractérise par une tension permanente entre deux processus.

D'une part, en prenant le contre-pied du « clientélisme usinier » [Varela, 2015] de représentants syndicaux jugés corrompus ou en luttant pour la reconnaissance du fait syndical dans l'entreprise, les militants ont acquis sur le lieu de travail une forte reconnaissance par les bases ouvrières, consacrée régulièrement lors d'élections internes. L'inflexion dans la hiérarchie des pratiques syndicales légitimes qu'ils portent se fait dans le sens d'un recours accru à des formes de participation directe, notamment les assemblées générales, parfois doublé d'une inclinaison à une rotation régulière des mandats. L'exercice d'un mandat est associé à l'idée d'un travail syndical fondé sur la proximité et la présence quotidienne sur le lieu de travail, d'une égalité de conditions – « le délégué, c'est un travailleur de plus » –, davantage que sur une logique de la compétence militante ou de l'intégration à un appareil syndical. D'autre part, ces collectifs sont amenés à intégrer des structures syndicales ayant survécu aux variations des cycles politiques et économiques, dotées de leurs propres modes de fonctionnement et concentrant les ressources organisationnelles (financières, juridiques, militantes, etc.). La dépendance organisationnelle à ces structures contribue alors à façonner et à contraindre l'action des collectifs.

Sur la base de cette tension structurante, on observe dans les pratiques syndicales l'entrelacement de dimensions souvent présentées comme antagoniques et contradictoires, comme la revendication d'une légitimité « par la base » du délégué et une action articulée et conditionnée par la relation avec des représentants des structures traditionnelles. La démarche ethnographique apporte des éclairages sur les façons dont les acteurs opèrent des arbitrages et se positionnent entre ces deux pôles d'attraction et constitue à cet égard un outil précieux pour nuancer une représentation dichotomique du champ syndical, partagé entre une élite bureaucratisée occupant des positions de pouvoir et exerçant une fonction confiscatoire de la protestation et des bases mobilisées, en rupture ou du moins en conflit avec

3. Les apports patronaux et les fonds tirés des adhésions syndicales sont gérés au niveau de ces instances qui sont par ailleurs en charge de la gestion des œuvres sociales sur lesquelles repose le système de santé le plus développé au plan national. À cet égard, les sections syndicales ne disposent pas de ressources propres et il n'existe pas de système institutionnalisé de redistribution à destination de celles-ci.

leurs représentants et organisée de façon indépendante. En prêtant une attention fine aux façons dont les militants construisent et énoncent leur rapport aux structures syndicales, il est possible de dépasser une vision univoque des rapports des militants syndicaux à leurs structures, pointant les positions « antibureaucratiques » des sections syndicales ou au contraire leur indépassable subordination. La recomposition des engagements dans les espaces de travail est alors associée à une diversité de rapports et d'intégration aux structures existantes, qu'il s'agit de documenter empiriquement en observant ce qui se joue au niveau des contextes professionnels et des trajectoires militantes qui, pris ensemble, définissent des degrés variables d'autonomie vis-à-vis des structures existantes.

Les deux collectifs syndicaux étudiés développent un ensemble de savoir-faire et une forte légitimité professionnelle et électorale leur permettant une certaine autonomie de fonctionnement. En dépit de celle-ci et des ressources dont ils disposent, la trajectoire de constitution de ces collectifs se révèle indissociable d'un positionnement critique à l'égard des structures qu'ils intègrent et dont ils questionnent les pesanteurs bureaucratiques. Or, les stratégies adoptées pour la captation des ressources organisationnelles divergent. Dans le cas de l'usine chimique, la relation au syndicat a évolué avec le temps. Initialement, elle est marquée par la méfiance des militants à l'égard d'une direction syndicale perçue comme lointaine et soupçonnée de trahir, mais auprès de laquelle il est opportun de chercher une protection face à la répression syndicale sur le lieu de travail. Après la consolidation de la section syndicale dans l'entreprise en 2007, les militants de l'usine investissent des espaces de participation stratégiques comme les assemblées générales de délégués syndicaux au siège du syndicat. L'existence de ces espaces, couplé au profil du secrétaire général, ancien militant radicalisé des années 1970, à la condition sociale restée modeste – une question qui cristallise les oppositions à la « bureaucratie » dans les discours syndicaux – incite les militants à œuvrer à une modification des rapports de force depuis l'intérieur de la structure. En 2012, un des militants est nommé à la commission de direction du syndicat ; son mandat, objet de vives tractations, consiste à favoriser le renforcement de la présence syndicale dans les petites et moyennes entreprises du secteur. Grâce à des accréditations syndicales et aux moyens matériels mis à disposition, ce militant réalise un travail de terrain dans les différentes entreprises, qu'il mobilise par ailleurs pour la construction de réseaux mobilisés dans la zone nord de Buenos Aires, notamment à partir du centre culturel. Ces possibilités identifiées par les militants de capter des ressources de l'organisation sont à rapprocher de l'impossibilité qu'ils perçoivent par ailleurs de constituer une liste d'opposition à la direction du syndicat, du fait de la configuration de ce secteur d'activité, qui regroupe près de 600 établissements dans l'ensemble du grand Buenos Aires.

À quelques rues de distance, les militants de l'abattoir expriment eux de façon régulière leur opposition frontale au syndicat, dont le secrétaire général, ancien

délégué à l'usine, est connu comme étant celui ayant avalisé les licenciements et reculs sociaux (suppression de diverses primes, etc.) au tournant des années 2000. Là aussi, ce positionnement doit être rattaché à des spécificités du secteur professionnel et aux caractéristiques de l'espace syndical. Avec quatorze usines couvertes par le périmètre d'action du syndicat, la constitution d'une liste d'opposition devient rapidement un enjeu investi par les militants, qui s'appuient pour cela sur les liens d'interconnaissances liés aux modes de recrutement dominants – la cooptation via les réseaux familiaux et amicaux, héritage d'une tradition paternaliste – dans ce secteur d'activité. C'est sur ces liens étendus aux diverses usines de la zone nord que s'appuient les militants pour consolider le noyau dur de leur liste d'opposition. La nécessité de prendre le contrôle du syndicat se fait d'autant plus forte que leurs dirigeants sont perçus comme passifs et sans ressources pour appuyer ou impulser des mobilisations dans un contexte de maintien de bas salaires et de conditions de travail très difficiles – « infra-humaines », selon les termes d'un militant.

On le voit, les rapports critiques entretenus à l'égard de leurs structures syndicales ne débouchent pas mécaniquement sur un renouvellement des formes organisationnelles mais davantage sur une recrudescence des luttes internes et une relative transformation des rapports de force en leur sein. Adoptant des formes variées, ces remises en cause se révèlent plus discrètes, voire absentes, dans le cas d'entreprises où les dynamiques d'engagement sont moins affirmées. En effet, le caractère faiblement institutionnalisé des relations professionnelles rend les modalités de représentation syndicale très variables suivant les contextes professionnels et la capacité de la section syndicale à accumuler des ressources et à construire un rapport de force favorable. Dans certaines petites et moyennes entreprises, les délégués se retrouvent régulièrement isolés dans l'exercice de l'action syndicale : dénués d'expériences antérieures, déconnectés des réseaux partisans et militants, ils trouvent un appui décisif auprès des représentants de leur fédération, susceptibles de pallier leur méconnaissance des textes légaux et leur fragilité qu'ils perçoivent dans les relations et négociations avec l'employeur, les plaçant à l'égard de ces derniers dans une relation de forte dépendance. Les formations dispensées par les organisations syndicales et les appuis apportés par ces représentants sont présentés comme indispensables, dans des contextes professionnels où l'engagement syndical est perçu comme une activité « à risque » en raison d'une répression patronale parfois vive.

Aussi, si les solidarités et liens tissés quotidiennement au travail fondent la légitimité des délégués dans leur entreprise, ces derniers, le plus souvent nouvellement investis, font du maintien de leur coopération avec les structures syndicales un enjeu primordial, malgré d'éventuelles réticences et critiques par ailleurs exprimées à l'égard de leur fonctionnement, leur rôle dans les mobilisations, etc. Après son élection en tant que délégué, qu'il associe à une reconnaissance par ses

collègues de travail et aux puissants liens affinitaires qui les unit, Nefa, salarié dans une usine de fabrication de plastique d'une centaine de salariés située à proximité de l'abattoir et dénuée de toute tradition de mobilisation, maintient des liens étroits avec un responsable local de son syndicat qui l'appuie dans ses revendications et est régulièrement présent lors des réunions avec la direction de l'entreprise. Nefa valorise ce soutien, mettant en avant à la fois son expérience et sa connaissance fine des relations professionnelles ainsi que son poids décisif dans les négociations, par miroir avec ce qu'il perçoit comme sa propre impréparation et son ignorance des textes légaux. Il fait de ce lien la « boussole » de son action syndicale, se montrant volontaire et réceptif aux mobilisations et demandes de participation formulées par son responsable. Il le fait d'autant plus qu'il se sent démuni face à une absence chez les salariés de dispositions à l'action collective et revendicative, ce qu'il rattache à un « individualisme » latent mais aussi à un héritage d'abus patronaux visant à casser systématiquement tout épisode de grèves. C'est ainsi qu'il perçoit avec circonspection la proposition de Mario[4] – un ami, délégué syndical à l'usine d'abattage – de participer à une rencontre inter-professionnelle entre délégués « combatifs » de différentes entreprises du territoire, à laquelle participent diverses organisations marquées à gauche :

> « Mario voulait m'emmener, pour qu'on tisse des liens, etc. Seulement, si ça vient pas du syndicat, je le vois comme compliqué. Tu vois, Mario, chez eux ils se sont liés avec différentes usines du coin, ils ont des réunions régulières avec des sections d'autres syndicats. C'est comme un front de luttes, s'il se passe quelque chose dans une usine, ça permet de mobiliser plus large. Et moi, déjà je peux pas trop pour des questions de temps, mais aussi pour des questions syndicales. […] À la fois ça m'intéresse, mais d'un autre côté pas tant que ça parce que moi je dépends du syndicat, et si je dois participer à un front de luttes, je dois me référer à lui, si c'est bien ou pas. Parce que si le syndicat me lâche, c'est un risque : qui est-ce qui m'aide avec le patron ? Parce que si par exemple le syndicat n'appuie pas une pétition que l'on fait, l'entreprise m'envoie paître. Il faut se responsabiliser par rapport à ça. »

Ces positionnements relèvent de façon indissociable de modes de socialisations à l'engagement qui renvoient à une étude des trajectoires biographiques, de l'histoire politique des conflits dans des usines et dans lesquels s'inscrivent les délégués et plus généralement à un contexte d'engagement qui conditionne les ressources disponibles et contraint l'action des délégués. Dans cette perspective, certains délégués d'usines se retrouvent à la croisée d'injonctions contradictoires à l'heure de définir leurs pratiques syndicales. En effet, la concentration industrielle et le maillage syndical du territoire de la zone nord favorisent une circulation des modes d'action et des conceptions de l'action syndicale, faisant apparaître des

4. Interviewé à Pacheco en mars 2016.

tensions au sein même de certaines sections syndicales. À cet égard, pour le cas du secteur chimique, le centre culturel et le syndicat s'affirment comme des instances concurrentes de socialisation à l'engagement syndical et diffusent des représentations respectivement distinctes de la fonction du délégué et de ses contours, de la hiérarchie des pratiques syndicales légitimes, des modes de décision, etc.

Conclusion

À partir de l'articulation entre différents registres et niveaux d'analyse, cet article a cherché à apporter un éclairage sur les avancées et les limites en matière de renouvellement du modèle syndical argentin au cours de la période Kirchner. En replaçant le propos dans le cadre des transformations générales qui affectent le paysage syndical – revalorisation de son rôle social et politique, maintien d'une représentation « fragmentée » –, la contribution visait à saisir les logiques de recompositions « par le bas » du mouvement syndical, à partir du cas de quelques luttes syndicales. Aussi, dans certains territoires industriels dynamiques comme la zone nord de Buenos Aires, ces luttes se sont construites sur un mode original, à partir notamment du développement de l'implication territoriale des militants et des articulations avec d'autres organisations et collectifs de l'espace des mouvements sociaux. Puisant leur source dans les trajectoires biographiques ainsi que dans les modalités de construction du fait syndical dans les usines, ces investissements territorialisés dessinent des perspectives d'action politique en milieu populaire partiellement renouvelées. Il n'en reste pas moins que ces collectifs intègrent aussi un espace syndical dans lequel ils sont amenés à se positionner, notamment pour obtenir des ressources dont ils sont largement démunis. À cet égard, une caractéristique structurante de la période écoulée est l'augmentation des luttes internes aux organisations autour de la définition des pratiques et conceptions syndicales légitimes, selon des formes variables et des rapports faits indissociablement d'autonomie, de confrontation et de cooptation. Porter le regard sur des engagements moins directement visibles, au-delà des seules luttes emblématiques, permet alors d'appréhender comment s'articulent le renouvellement des engagements syndicaux dans les espaces productifs, leur progressive institutionnalisation et la reproduction des structures syndicales traditionnelles. Ces expériences s'avèrent d'autant plus intéressantes à étudier qu'elles invitent à une relecture critique du concept de « bureaucratie syndicale ».

En définitive, c'est à l'aune de ce double processus de mise en débat de la représentation syndicale – approfondissement des tensions internes aux organisations d'une part, formes d'innovation et d'expérimentation de décloisonnement des enjeux de lutte d'autre part – que se structurent les forces et les faiblesses contemporaines du mouvement syndical, à l'heure où l'arrivée au pouvoir du gouvernement néolibéral de Mauricio Macri place les acteurs syndicaux devant

le défi renouvelé de politiques d'austérité, de destruction du marché du travail et d'approfondissement des logiques de flexibilité.

BIBLIOGRAPHIE

- Basualdo Victoria, « Los delegados y las comisiones internas en la historia argentina 1943-2007 », *in* Victoria Basualdo, Martin Schorr et Daniel Apiazu, *La industria y el sindicalismo de base en la Argentina*, Buenos Aires, Atuel, Cara o Ceca, 2010.
- Cepal, *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe, 2006*, Santiago du Chili, Cepal/Naciones Unidas, 2007.
- Costas Paula et Sverdlick Ingrid, « Bachilleratos populares en empresas recuperadas y organizaciones sociales », *Las luchas por el derecho a la educaccion en America Latina*, Serie Ensayos & Investigaciones n° 30, 2008.
- Delfini Marcelo, Montes Cató Juan S. et Drolas Ana, « Procesos de flexibilización de las relaciones laborales y la negociación colectiva en Argentina: continuidades y rupturas desde la implementación del programa neoliberal », *Si Somos Americanos, revista de estudios transfronterizos*, vol. 12, n° 2, 2012, p. 85-108.
- Dirección de Estudios de Relaciones del Trabajo, *Estado de la negociación colectiva: cuarto trimestre de 2013*, Buenos Aires, Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, 2014.
- Etechemendy Sebastian et Collier Ruth, « Golpeados pero de pie: resurgimiento sindical y neocorporativismo segmentado en Argentina (2003-2007) », *Postdata*, n° 13, 2008, p. 145-192.
- Gutierrez Leandro H. et Romero Luis Alberto, « Sociedades barriales, bibliotecas populares y cultura de los sectores populares », *Desarrollo económico*, vol. 29, n° 113, 1989, p. 33-62.
- Ministerio de Trabajo de la Nación, *Trabajo no registrado: avances y desafíos para una Argentina inclusiva*, Buenos Aires, Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, 2013.
- Montes Cató Juan, Lenguita Paula et Varela Paula, « Trabajo y política en Argentina: la potencialidad de la acción gremial en el lugar de trabajo », *Revista Estudos Políticos*, n° 1, 2010, p. 28-45.
- Palomino Héctor et Trajtemberg David, « La nueva dinámica de las relaciones laborales y la negociación colectiva en la Argentina », *Revista de Trabajo*, n° 3, 2006, p. 47-68.
- Spinosa Lucas, Delfini Marcelo et Montes Cató Juan, « Circuitos productivos, territorio y redefinición de las estrategias de las empresas multinacionales », *in* Patricia Ventrici, Martin Rodriguez Miglio, Walter Bosisio et German Pinazo, *El trabajo y las empresas multinacionales en la Argentina de hoy: economía, relaciones laborales y conflictividad*, Los Polvorines, UNGS, 2017.
- Subsecretaría de Programación Técnica y Estudios Laborales, *Seguimiento de la evolución de precios y salarios*, Buenos Aires, Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, 2014.
- Varela Paula, *La disputa por la dignidad obrera: sindicalismo de base fabril en el norte del conurbano bonaerense (2003-2014)*, Imago Mundi, 2015.
- Ventrici Patricia, *Sindicalismo de base en la Argentina contemporánea: el cuerpo de delegados del subterraneo*, thèse de doctorat en sciences sociales, université de Buenos Aires, 2012.

RÉSUMÉ

Le « syndicalisme de base » dans l'Argentine kirchneriste : une autonomie en question

Au cours des dix dernières années, le dynamisme du mouvement syndical argentin s'est affirmé à travers, d'une part, la réaffirmation d'un rôle politique des directions syndicales et l'augmentation de la négociation collective centralisée et, d'autre part, la recomposition de la conflictualité dans les espaces de travail, ayant donné lieu à l'apparition d'un « syndicalisme de base » doté de caractéristiques spécifiques comme le renouveau générationnel, une inclinaison antibureaucratique et une présence relative de la gauche trotskiste. Ces deux processus concomitants interrogent sur la constitution d'un pôle syndical autonome plus ou moins stabilisé, venant nourrir une recomposition « par le bas » du mouvement syndical argentin. Dans cette perspective, l'article analyse la formation d'un ensemble d'expériences qui renouvellent les pratiques traditionnelles et identifie l'existence de zones intermédiaires entre autonomie et cooptation.

RESUMEN

El sindicalismo de base en la Argentina kirchnerista: la autonomía en disputa

En el curso de los últimos diez años, el dinamismo del movimiento sindical argentino se consiguió a través de, por un lado, la reafirmación del rol político de las direcciones sindicales y el aumento de la negociación colectiva centralizada y, por otro lado, la recomposición dela conflictividad en los espacios de trabajo, que dio lugar a la aparición de un sindicalismo de base dotado de características específicas: renovación generacional, inclinación anti-burocrática y presencia relativa de la izquierda trotskista. Estos dos procesos concomitantes ponen en discusión la constitución de un polo sindical autónomo más o menos estable, alimentando una recomposición « por abajo » del movimiento sindical argentino. Desde esta perspectiva, el artículo interroga la formación de un conjunto de experiencias que renuevan las prácticas tradicionales y a su vez indaga sobre la existencia de zonas intermedias entre la autonomía y la cooptación sindical.

ABSTRACT

The shop-floor unionism in kirchnerist Argentina: the autonomy in dispute

In the course of last ten years, the dynamism of the trade union Argentine movement was obtained from, on the one hand, the reaffirmation of the political roll of the trade union directions and the increase of the collective bargaining and, on the other hand, the renovating of the conflict in the workspaces which led to the appearance of a shop-floor unionism provided with specific characteristics: generational renewal, anti-bureaucratic inclination and relative presence of Trotskyist groups. These two concomitant processes raised the question of the constitution of a more or less stable trade union autonomous pole, feeding a base renewal of the trade union Argentine movement. From this perspective, the paper interrogates the formation of a set of experiences that renew the traditional practices and investigates on the existence of intermediate zones between the trade union autonomy and cooptation.

Article reçu le 4 janvier 2017, accepté le 30 août 2017.

MOTS-CLÉS
• **syndicalisme**
• **travail**
• **conflits**
• **autonomie**

PALABRAS CLAVES
• **sindicalismo**
• **trabajo**
• **conflictos**
• **autonomía**

KEYWORDS
• **unions**
• **work**
• **conflicts**
• **autonomy**